

VENDREDI, 22 FÉVRIER 1890

La chambre des communes a discuté et adopté hier, en seconde lecture, le bill autorisant les navires étrangers à secourir les navires naufragés ou désarmés dans les eaux canadiennes. A la séance du soir elle a repris la discussion de la motion M. Jamieson sur l'interdiction des liquors entrants, et a adopté après trois divisions, un amendement de E. Taylor qui ajourne la prohibition jusqu'au temps où l'opinion publique sera prête à accepter une telle mesure et à la mettre en vigueur.

Autant dire aux Calendes grecques.

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, nous nous sommes occupés de la dernière heure, les députés conservateurs ont tenu un caucus. Nous croyons pouvoir affirmer que la partie la plus importante de la séance a consisté dans une double déclaration de Sir John A. Macdonald affirmant :

1. Que le gouvernement n'avait jamais songé à une dissolution anticipée et qu'il n'y aurait pas d'élections générales avant l'expiration de la durée légale du Parlement.

2. Que l'urgence de la révision des listes électorales établies en 1886 s'imposait et qu'il y serait procédé dès cette année sur la base de la loi modificative proposée par Sir John Thompson.

Le reste de la discussion a porté, divers-nous, en grande partie sur les diverses modifications qui ont été demandées au tarif; et notamment d'importants députés d'Ontario ont insisté sur le réajustement du droit protecteur sur les plants d'arbres et graminées. Aucune réponse décisive ne paraît leur avoir été donnée.

Les journaux libéraux des différentes parties du Canada ne peuvent dissimuler leur désappointement sur la façon dont le motion de Sir Richard Cartwright a fait long feu, et dans leur mauvaise humeur ils s'épuisent en vaines dissertations pour persuader à leurs lecteurs que le gouvernement devait avoir un grave intérêt à empêcher la discussion de se prolonger. La vérité toute pure c'est que Sir Richard Cartwright n'est pas un plus habile tacticien qu'il n'est un politicien aimable; et qu'en lieu de se conformer à ce qui est l'avis B.G. des autres d'une motion consistante, c'est-à-dire de s'assurer des orateurs pour continuer le débat pendant deux jours, il est resté chez lui après son discours prononcé. Quant au gouvernement et à la majorité, il n'y avait qu'un seul intérêt, qui est celui d'être victorieux, c'était de gagner huit jours sur la durée de la session, et c'est l'heureux résultat de l'avortement de cette motion aussi inutile qu'impopulaire.

La motion présentée par l'honorable M. Boveill sur la modification de l'acte des douanes contient les principales dispositions que voici :

L'entrée de marchandises en Canada, par voie de terre autre que par le chemin de fer, sera prohibée durant le cours de la loi, et les jours de fêtes statutaires, à moins qu'il ne soit exercé un contrôle efficace; le bureau des douanes et les évaluateurs fédéraux seront autorisés à réviser l'évaluation des évaluations des ports douaniers. Dans chaque cas il est imposé de comprendre les frais de transport et d'exposition et quelle sera celle de la quantité importée.

Cette valeur comprendra tout droit de royauté, affermage ou charge au sujet de droits exclusifs ou de limites territoriales. Les marchandises entrées en entrepôt seront exemptées sans délai. Les renseignements seront exigibles relativement aux marchandises passant en transit en Canada, pour objets de statistique et autres. On remarquera qu'il n'est pas question d'adopter les règlements relatifs à la saie, ni d'enlever aux agents de douanes, dénonciateurs leurs parts dans le montant de l'amenée. La proposition contient en outre une innovation assez grave, celle qui consiste à comprendre désormais dans la valeur imposable les frais de transport et d'expédition.

On s'amuse beaucoup dans les cercles politiques de la capitale, de la pensée que des émissaires plus ou moins qualifiés seraient venus offrir, au nom des castors, et moyennant certaines conditions, la défection des nationaux. Les nationaux, MM. Duhamel et Bourbonnais en tête, n'ont jamais été castors. Ils ont pu s'offrir, pour les besoins de la cause, sous le drapeau du Grand-Vicaire, parce qu'il leur fallait, pour former un groupe spécial, reconnaître un chef qui ne fut pas le chef libéral. Mais toutes les résolutions castors du monde les laisseraient parfaitement indifférents sur la conduite politique que leurs intérêts leur commande, s'ils devaient un jour se rapprocher du parti conservateur, c'est par l'intermédiaire des conservateurs libéraux, et non pas par celui de leurs adversaires, quo ce rapprochement s'opèrerait.

L'Evening Journal continue sa campagne contre les Jésuites, et il annonce, hier, qu'il aura prochainement, dans Ottawa, une assemblée de protestants pour manifester contre le bill des Jésuites. Il reproche aussi à M. Merrier de ne pas vouloir tenir compte des vœux de la minorité protestante, en refusant de renvoyer la loi de l'instruction publique, votée sous le ministère DeBocheville. Sans quelques exceptions qui tiennent à des détails de répartition des taxes entre les écoles catholiques et protestantes, nous n'aurions jamais entendu dire que la minorité protestante se plaignit. Elle est traitée fort équitablement, et on ne peut raisonnablement reprocher à M. Merrier de ne pas modifier une législation que son programme électoral n'a pas promise d'amender et que la composition de son parti ne lui permettrait pas de modifier.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE PASSE EN 1940.)

Une chambre à coucher richement meublée. Un vieillard à cheveux blancs est couché dans un lit et paraît en proie à une malade que la peur parait sur son visage. Ses yeux sont fixés sur le pied du lit.

LE VIEILLARD — Mon enfant, je sens qu'il ne me reste que quelques heures à vivre, et je ne veux pas quitter ce monde sans l'adresser mes dernières recommandations à mes enfants. L'ENFANT — Traverses ses larmes — Qu'est-ce donc, grand père ? LE VIEILLARD — Tiens mon enfant. Prends ces trois livres, que ton père m'a légués pour te les remettre quand tu seras en âge de comprendre le prix de ce dépôt lamentable. L'ENFANT — Léant les titres des trois volumes. FREE TRADE, TARIFF OF REVENUE, UNRESTRICTED RECIPROcity (après un pause). Je ne comprends pas, grand père...

LE VIEILLARD — Ces trois pamphlets, que la rouille du temps a déjà rongés, sont tout ce qui reste aujourd'hui de ce qui fut jadis au Canada, un parti politique grand par l'influence et puissant par le nombre. L'ENFANT — Quel était ce parti que n'ai pas connu ? LE VIEILLARD — On l'appelait le parti libéral. Aujourd'hui, il est détruit et son nom n'est plus qu'un souvenir. Ce sont ces trois livres qui l'ont tué.

L'ENFANT — Comment cela ? LE VIEILLARD — C'est une bien douloureuse histoire et je n'ai pu y songer sans me sentir le cœur serré. Nous étions autrefois un parti conservateur. L'avenir nous souriait. Le pouvoir était entre nos mains, nos adversaires semblaient terrassés pour longtemps. La force des choses indiquait que le parti tory c'est-à-dire le parti du passé ne pouvait avoir de chances sur une terre nouvelle comme l'Amérique. Nous représentions le progrès, le grand nom de libéralisme, la population. Mais, nous avions dans notre sein un homme considérable par son influence, mais hâlas aussi une tête de bois, un de ces hommes qui ne plient pas et ne bronchent jamais. Il a trop lu ces trois livres. Il en a fait son credo... notre credo hélas ! Pendant vingt ans, il nous a persuadés, je ne sais par quel sortilège, que toute la foi libérale était contenue dans ces trois livres et qu'il fallait hâter tout le reste et nous tenir dans le libéralisme comme dans notre forteresse. C'est de cela que nous sommes morts.

L'ENFANT — Quel était cet homme ? LE VIEILLARD — Il avait nom Sir Richard Cartwright et il était ministre des finances sous l'administration Mackenzie. A défaut du Free Trade, qui eût trop rapidement vidé sa caisse, il se renfermait avec amour dans cet autre petit livre qui est à ma droite. Tariff of revenue... c'est-à-dire qu'il imposait des droits de douane assez élevés, mais pesant uniformément sur toutes les marchandises; sur celles dont le pays aurait eu besoin de favoriser l'établissement, et des droits élevés sur celles qui ne nous servaient que comme produits étrangers. L'ENFANT — C'était absurde. LE VIEILLARD — Hélas oui ! C'était absurde, mais nous étions aveuglés et nous n'avons reconnu notre faute que trop tard. Aussi, lorsque en 1876, il y eut dans le pays un grand cri de révolte, les facilités s'accablèrent, les ouvriers sans travail envoyaient des députations à Ottawa. Mais le premier ministre leur répondit : «Nescio vos! Ce n'est pas la tâche du gouvernement de vous procurer ce travail. Lisez ce petit livre intitulé Free Trade. Il vous consulera dans vos misères, en vous permettant de comprendre qu'un gouvernement doit rester fidèle, jusqu'à la mort s'il le faut au Tariff of revenue et au grand principe du laissez faire, laissez passer».

L'ENFANT — Et qu'est-ce que les ouvriers répondirent ? LE VIEILLARD — Les ouvriers sont restés fidèles à leur estomac qui criaient la faim, plus volontiers qu'au petit livre; et comme le Tariff of revenue les privait de pain, ils nous ont balayés aux élections suivantes.

L'ENFANT — C'est une punition qui a dû vous profiter. LE VIEILLARD — Ma héurusement, elle ne nous a point profité. Sir Richard Cartwright battu et mécontent, s'est renfermé plus que jamais dans ses deux petits livres et nous sommes restés fidèles à notre credo. A cette époque, le Canada agitait de grands dessein. Cette œuvre immense du Pacifique, qui a fait du Canada, au 20e siècle, la ceinture unissant les deux Océans, et qui a fait de Montréal la plus grande ville de commerce de transit du monde entier, était en voie de préparation.

L'ENFANT — Et vous ne nous avez voté contre. Nous avons refusé de nous associer aux progrès du pays, et nous avons ré-élu de rester inviolablement fixés sur notre rocher, combattant sans relâche la politique nationale, et en refusant d'entendre à rien, tant que le gouvernement n'aurait pas donné raison à notre petit livre. Rien que le free trade, tout pour le free trade, le free trade ou la mort, telle a été notre devise. L'ENFANT — Et alors... ? LE VIEILLARD — Et alors le peuple qui avait vu, grâce à la politique nationale, la crise profondément, le travail renfermé, les industries s'établir de tous côtés, le peuple nous a considérés comme des fous et comme des brise raison; et aux élections de 1882, il nous a infligé une nouvelle défaite plus sanglante encore que la première.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE PASSE EN 1940.)

LE VIEILLARD — Hélas non ! Cela n'a pas été fini. Le chef du parti libéral avait été remplacé, il est vrai, par un homme à l'esprit large, M. Edward Blake. On lui disait de tous côtés que la question du tarif nous tuait. Nos amis de la province de Québec nous répétaient que tant que Sir Richard Cartwright continuait à agiter l'épouvantail du libre échange, il serait impossible de lutter avantageusement dans un seul comté. M. Blake s'en rendait compte. Il avait tenté de faire une diversion sur d'autres questions d'intérêt public; mais son parti tout entier ne l'avait pas suivi. Nous restions hystériques, malgré lui, devant notre petit livre. M. Blake avait promis à la dernière heure à ses amis de Québec qu'il ne serait plus question du libre échange. Sir Richard Cartwright ne lui a permis que de tenir à moi-même le langage que j'ai rapporté dans un discours qui a tout perdu, M. Blake a bien déclaré qu'il se serait plus question du libre échange... mais il a ajouté que cela n'empêcherait pas les libéraux de faire au profit protecteur de nombreuses modifications dans un seul comté.

L'ENFANT — C'était just vert jus. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — En quel que troisième livre déraisonnable de son credo. LE VIEILLARD — Le free trade, c'est le libre échange avec tout le monde. Le unrestricted reciprocity, c'est le libre échange avec les Etats-Unis. Seulement... L'ENFANT — Seulement quoi ? LE VIEILLARD — Seulement que ce programme n'est que le programme des Etats-Unis qui a le parti conservateur. Nous étions fondés à croire qu'après lui le parti conservateur au moins s'en irait par morceaux. D'ailleurs, c'était un canadien-français qui avait succédé à Sir John, et nous comptions exploiter ce choix contre nos adversaires dans les provinces anglaises. Mais Sir Richard Cartwright, quoique courbé par l'âge, était toujours inflexible. Tous nos amis s'arrachaient les cheveux de désespoir. Nous nous disions entre nous que c'était absurde et que nous allions volontairement à la boucherie. Rien n'y a fait. Nous sommes restés fidèles à notre credo et à nos trois petits livres; et le peuple, qui avait prospéré de plus en plus sous le régime de la politique nationale, s'est de plus en plus écarté de nous.

L'ENFANT — Vous avez tenté de nouveau les chances du scrutin ? LE VIEILLARD — Oui, nous avons tenté de nouveau la chance; nous nous sommes encore une fois écartés dans la voie étroite, nos trois petits livres à la main, et tout à cheval sur le bon principe. Mais nous avons été battus une cinquième fois, puis une sixième. Nous avons complètement jusqu'à quinze défaites. Aujourd'hui, hélas ! on ne le compte même plus. L'ENFANT — Pourquoi ? LE VIEILLARD — Parce qu'il n'y a plus de libéraux !

L'ENFANT — Plus de libéraux, dites-vous ? LE VIEILLARD — Non, le dernier, qui mourut il y a deux ans, est ton père. Il ne reste de moi et de ses anciens compagnons d'armes que leur souvenir et ces trois petits livres...

L'ENFANT — Dites-moi cette catastrophe qui m'épouvante. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — Et qu'est-ce que les ouvriers répondirent ? LE VIEILLARD — Les ouvriers sont restés fidèles à leur estomac qui criaient la faim, plus volontiers qu'au petit livre; et comme le Tariff of revenue les privait de pain, ils nous ont balayés aux élections suivantes.

L'ENFANT — C'est une punition qui a dû vous profiter. LE VIEILLARD — Ma héurusement, elle ne nous a point profité. Sir Richard Cartwright battu et mécontent, s'est renfermé plus que jamais dans ses deux petits livres et nous sommes restés fidèles à notre credo. A cette époque, le Canada agitait de grands dessein. Cette œuvre immense du Pacifique, qui a fait du Canada, au 20e siècle, la ceinture unissant les deux Océans, et qui a fait de Montréal la plus grande ville de commerce de transit du monde entier, était en voie de préparation.

L'ENFANT — Et vous ne nous avez voté contre. Nous avons refusé de nous associer aux progrès du pays, et nous avons ré-élu de rester inviolablement fixés sur notre rocher, combattant sans relâche la politique nationale, et en refusant d'entendre à rien, tant que le gouvernement n'aurait pas donné raison à notre petit livre. Rien que le free trade, tout pour le free trade, le free trade ou la mort, telle a été notre devise. L'ENFANT — Et alors... ? LE VIEILLARD — Et alors le peuple qui avait vu, grâce à la politique nationale, la crise profondément, le travail renfermé, les industries s'établir de tous côtés, le peuple nous a considérés comme des fous et comme des brise raison; et aux élections de 1882, il nous a infligé une nouvelle défaite plus sanglante encore que la première.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE PASSE EN 1940.)

LE VIEILLARD — Hélas non ! Cela n'a pas été fini. Le chef du parti libéral avait été remplacé, il est vrai, par un homme à l'esprit large, M. Edward Blake. On lui disait de tous côtés que la question du tarif nous tuait. Nos amis de la province de Québec nous répétaient que tant que Sir Richard Cartwright continuait à agiter l'épouvantail du libre échange, il serait impossible de lutter avantageusement dans un seul comté. M. Blake s'en rendait compte. Il avait tenté de faire une diversion sur d'autres questions d'intérêt public; mais son parti tout entier ne l'avait pas suivi. Nous restions hystériques, malgré lui, devant notre petit livre. M. Blake avait promis à la dernière heure à ses amis de Québec qu'il ne serait plus question du libre échange. Sir Richard Cartwright ne lui a permis que de tenir à moi-même le langage que j'ai rapporté dans un discours qui a tout perdu, M. Blake a bien déclaré qu'il se serait plus question du libre échange... mais il a ajouté que cela n'empêcherait pas les libéraux de faire au profit protecteur de nombreuses modifications dans un seul comté.

L'ENFANT — C'était just vert jus. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — En quel que troisième livre déraisonnable de son credo. LE VIEILLARD — Le free trade, c'est le libre échange avec tout le monde. Le unrestricted reciprocity, c'est le libre échange avec les Etats-Unis. Seulement... L'ENFANT — Seulement quoi ? LE VIEILLARD — Seulement que ce programme n'est que le programme des Etats-Unis qui a le parti conservateur. Nous étions fondés à croire qu'après lui le parti conservateur au moins s'en irait par morceaux. D'ailleurs, c'était un canadien-français qui avait succédé à Sir John, et nous comptions exploiter ce choix contre nos adversaires dans les provinces anglaises. Mais Sir Richard Cartwright, quoique courbé par l'âge, était toujours inflexible. Tous nos amis s'arrachaient les cheveux de désespoir. Nous nous disions entre nous que c'était absurde et que nous allions volontairement à la boucherie. Rien n'y a fait. Nous sommes restés fidèles à notre credo et à nos trois petits livres; et le peuple, qui avait prospéré de plus en plus sous le régime de la politique nationale, s'est de plus en plus écarté de nous.

L'ENFANT — Vous avez tenté de nouveau les chances du scrutin ? LE VIEILLARD — Oui, nous avons tenté de nouveau la chance; nous nous sommes encore une fois écartés dans la voie étroite, nos trois petits livres à la main, et tout à cheval sur le bon principe. Mais nous avons été battus une cinquième fois, puis une sixième. Nous avons complètement jusqu'à quinze défaites. Aujourd'hui, hélas ! on ne le compte même plus. L'ENFANT — Pourquoi ? LE VIEILLARD — Parce qu'il n'y a plus de libéraux !

L'ENFANT — Plus de libéraux, dites-vous ? LE VIEILLARD — Non, le dernier, qui mourut il y a deux ans, est ton père. Il ne reste de moi et de ses anciens compagnons d'armes que leur souvenir et ces trois petits livres...

L'ENFANT — Dites-moi cette catastrophe qui m'épouvante. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — Et qu'est-ce que les ouvriers répondirent ? LE VIEILLARD — Les ouvriers sont restés fidèles à leur estomac qui criaient la faim, plus volontiers qu'au petit livre; et comme le Tariff of revenue les privait de pain, ils nous ont balayés aux élections suivantes.

L'ENFANT — C'est une punition qui a dû vous profiter. LE VIEILLARD — Ma héurusement, elle ne nous a point profité. Sir Richard Cartwright battu et mécontent, s'est renfermé plus que jamais dans ses deux petits livres et nous sommes restés fidèles à notre credo. A cette époque, le Canada agitait de grands dessein. Cette œuvre immense du Pacifique, qui a fait du Canada, au 20e siècle, la ceinture unissant les deux Océans, et qui a fait de Montréal la plus grande ville de commerce de transit du monde entier, était en voie de préparation.

L'ENFANT — Et vous ne nous avez voté contre. Nous avons refusé de nous associer aux progrès du pays, et nous avons ré-élu de rester inviolablement fixés sur notre rocher, combattant sans relâche la politique nationale, et en refusant d'entendre à rien, tant que le gouvernement n'aurait pas donné raison à notre petit livre. Rien que le free trade, tout pour le free trade, le free trade ou la mort, telle a été notre devise. L'ENFANT — Et alors... ? LE VIEILLARD — Et alors le peuple qui avait vu, grâce à la politique nationale, la crise profondément, le travail renfermé, les industries s'établir de tous côtés, le peuple nous a considérés comme des fous et comme des brise raison; et aux élections de 1882, il nous a infligé une nouvelle défaite plus sanglante encore que la première.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE PASSE EN 1940.)

LE VIEILLARD — Hélas non ! Cela n'a pas été fini. Le chef du parti libéral avait été remplacé, il est vrai, par un homme à l'esprit large, M. Edward Blake. On lui disait de tous côtés que la question du tarif nous tuait. Nos amis de la province de Québec nous répétaient que tant que Sir Richard Cartwright continuait à agiter l'épouvantail du libre échange, il serait impossible de lutter avantageusement dans un seul comté. M. Blake s'en rendait compte. Il avait tenté de faire une diversion sur d'autres questions d'intérêt public; mais son parti tout entier ne l'avait pas suivi. Nous restions hystériques, malgré lui, devant notre petit livre. M. Blake avait promis à la dernière heure à ses amis de Québec qu'il ne serait plus question du libre échange. Sir Richard Cartwright ne lui a permis que de tenir à moi-même le langage que j'ai rapporté dans un discours qui a tout perdu, M. Blake a bien déclaré qu'il se serait plus question du libre échange... mais il a ajouté que cela n'empêcherait pas les libéraux de faire au profit protecteur de nombreuses modifications dans un seul comté.

L'ENFANT — C'était just vert jus. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — En quel que troisième livre déraisonnable de son credo. LE VIEILLARD — Le free trade, c'est le libre échange avec tout le monde. Le unrestricted reciprocity, c'est le libre échange avec les Etats-Unis. Seulement... L'ENFANT — Seulement quoi ? LE VIEILLARD — Seulement que ce programme n'est que le programme des Etats-Unis qui a le parti conservateur. Nous étions fondés à croire qu'après lui le parti conservateur au moins s'en irait par morceaux. D'ailleurs, c'était un canadien-français qui avait succédé à Sir John, et nous comptions exploiter ce choix contre nos adversaires dans les provinces anglaises. Mais Sir Richard Cartwright, quoique courbé par l'âge, était toujours inflexible. Tous nos amis s'arrachaient les cheveux de désespoir. Nous nous disions entre nous que c'était absurde et que nous allions volontairement à la boucherie. Rien n'y a fait. Nous sommes restés fidèles à notre credo et à nos trois petits livres; et le peuple, qui avait prospéré de plus en plus sous le régime de la politique nationale, s'est de plus en plus écarté de nous.

L'ENFANT — Vous avez tenté de nouveau les chances du scrutin ? LE VIEILLARD — Oui, nous avons tenté de nouveau la chance; nous nous sommes encore une fois écartés dans la voie étroite, nos trois petits livres à la main, et tout à cheval sur le bon principe. Mais nous avons été battus une cinquième fois, puis une sixième. Nous avons complètement jusqu'à quinze défaites. Aujourd'hui, hélas ! on ne le compte même plus. L'ENFANT — Pourquoi ? LE VIEILLARD — Parce qu'il n'y a plus de libéraux !

L'ENFANT — Plus de libéraux, dites-vous ? LE VIEILLARD — Non, le dernier, qui mourut il y a deux ans, est ton père. Il ne reste de moi et de ses anciens compagnons d'armes que leur souvenir et ces trois petits livres...

L'ENFANT — Dites-moi cette catastrophe qui m'épouvante. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — Et qu'est-ce que les ouvriers répondirent ? LE VIEILLARD — Les ouvriers sont restés fidèles à leur estomac qui criaient la faim, plus volontiers qu'au petit livre; et comme le Tariff of revenue les privait de pain, ils nous ont balayés aux élections suivantes.

L'ENFANT — C'est une punition qui a dû vous profiter. LE VIEILLARD — Ma héurusement, elle ne nous a point profité. Sir Richard Cartwright battu et mécontent, s'est renfermé plus que jamais dans ses deux petits livres et nous sommes restés fidèles à notre credo. A cette époque, le Canada agitait de grands dessein. Cette œuvre immense du Pacifique, qui a fait du Canada, au 20e siècle, la ceinture unissant les deux Océans, et qui a fait de Montréal la plus grande ville de commerce de transit du monde entier, était en voie de préparation.

L'ENFANT — Et vous ne nous avez voté contre. Nous avons refusé de nous associer aux progrès du pays, et nous avons ré-élu de rester inviolablement fixés sur notre rocher, combattant sans relâche la politique nationale, et en refusant d'entendre à rien, tant que le gouvernement n'aurait pas donné raison à notre petit livre. Rien que le free trade, tout pour le free trade, le free trade ou la mort, telle a été notre devise. L'ENFANT — Et alors... ? LE VIEILLARD — Et alors le peuple qui avait vu, grâce à la politique nationale, la crise profondément, le travail renfermé, les industries s'établir de tous côtés, le peuple nous a considérés comme des fous et comme des brise raison; et aux élections de 1882, il nous a infligé une nouvelle défaite plus sanglante encore que la première.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE PASSE EN 1940.)

LE VIEILLARD — Hélas non ! Cela n'a pas été fini. Le chef du parti libéral avait été remplacé, il est vrai, par un homme à l'esprit large, M. Edward Blake. On lui disait de tous côtés que la question du tarif nous tuait. Nos amis de la province de Québec nous répétaient que tant que Sir Richard Cartwright continuait à agiter l'épouvantail du libre échange, il serait impossible de lutter avantageusement dans un seul comté. M. Blake s'en rendait compte. Il avait tenté de faire une diversion sur d'autres questions d'intérêt public; mais son parti tout entier ne l'avait pas suivi. Nous restions hystériques, malgré lui, devant notre petit livre. M. Blake avait promis à la dernière heure à ses amis de Québec qu'il ne serait plus question du libre échange. Sir Richard Cartwright ne lui a permis que de tenir à moi-même le langage que j'ai rapporté dans un discours qui a tout perdu, M. Blake a bien déclaré qu'il se serait plus question du libre échange... mais il a ajouté que cela n'empêcherait pas les libéraux de faire au profit protecteur de nombreuses modifications dans un seul comté.

L'ENFANT — C'était just vert jus. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — En quel que troisième livre déraisonnable de son credo. LE VIEILLARD — Le free trade, c'est le libre échange avec tout le monde. Le unrestricted reciprocity, c'est le libre échange avec les Etats-Unis. Seulement... L'ENFANT — Seulement quoi ? LE VIEILLARD — Seulement que ce programme n'est que le programme des Etats-Unis qui a le parti conservateur. Nous étions fondés à croire qu'après lui le parti conservateur au moins s'en irait par morceaux. D'ailleurs, c'était un canadien-français qui avait succédé à Sir John, et nous comptions exploiter ce choix contre nos adversaires dans les provinces anglaises. Mais Sir Richard Cartwright, quoique courbé par l'âge, était toujours inflexible. Tous nos amis s'arrachaient les cheveux de désespoir. Nous nous disions entre nous que c'était absurde et que nous allions volontairement à la boucherie. Rien n'y a fait. Nous sommes restés fidèles à notre credo et à nos trois petits livres; et le peuple, qui avait prospéré de plus en plus sous le régime de la politique nationale, s'est de plus en plus écarté de nous.

L'ENFANT — Vous avez tenté de nouveau les chances du scrutin ? LE VIEILLARD — Oui, nous avons tenté de nouveau la chance; nous nous sommes encore une fois écartés dans la voie étroite, nos trois petits livres à la main, et tout à cheval sur le bon principe. Mais nous avons été battus une cinquième fois, puis une sixième. Nous avons complètement jusqu'à quinze défaites. Aujourd'hui, hélas ! on ne le compte même plus. L'ENFANT — Pourquoi ? LE VIEILLARD — Parce qu'il n'y a plus de libéraux !

L'ENFANT — Plus de libéraux, dites-vous ? LE VIEILLARD — Non, le dernier, qui mourut il y a deux ans, est ton père. Il ne reste de moi et de ses anciens compagnons d'armes que leur souvenir et ces trois petits livres...

L'ENFANT — Dites-moi cette catastrophe qui m'épouvante. LE VIEILLARD — Précisément, c'était just vert et vert jus. Le p. upte s'est aperçu qu'il avait donné l'impression de reprendre en détail ce qu'on avait promis de lui concéder en bloc. Les intérêts se sont alarmés; et quoiqu'il y eut, en ce temps-là, dans la province de Québec, un grand mouvement national qui eût dû nous procurer une victoire certaine, l'effet de ce discours a été tellement désastreux que, du jour au lendemain, nous avons perdu tout le district de Montréal. Nous avons été une troisième fois battus. L'ENFANT — Il fallait cette troisième défaite pour nous ouvrir les yeux. LE VIEILLARD — Ah ! mon enfant, tu te trompes mal l'observation et l'étroitesse d'esprit des politiques. Cette troisième défaite ne nous a servi que de leçon que les deux premières. Le chef du parti à été encore un fois changé; et le nouveau chef, M. Laurier, n'est pas mieux demandé que de prendre un programme capable d'être démenti par la pratique. Sir Richard Cartwright continuait à veiller sur la pureté de notre credo. Il a consenti seulement à renfermer dans la bibliothèque son petit livre sur le Free Trade et à montrer à la place cet autre petit livre, que tu vois à ta gauche et qui est intitulé Unrestricted reciprocity; et grâce à cette concession apparente, il est resté plus chef que le chef lui-même.

L'ENFANT — Et qu'est-ce que les ouvriers répondirent ? LE VIEILLARD — Les ouvriers sont restés fidèles à leur estomac qui criaient la faim, plus volontiers qu'au petit livre; et comme le Tariff of revenue les privait de pain, ils nous ont balayés aux élections suivantes.

L'ENFANT — C'est une punition qui a dû vous profiter. LE VIEILLARD — Ma héurusement, elle ne nous a point profité. Sir Richard Cartwright battu et mécontent, s'est renfermé plus que jamais dans ses deux petits livres et nous sommes restés fidèles à notre credo. A cette époque, le Canada agitait de grands dessein. Cette œuvre immense du Pacifique, qui a fait du Canada, au 20e siècle, la ceinture unissant les deux Océans, et qui a fait de Montréal la plus grande ville de commerce de transit du monde entier, était en voie de préparation.

L'ENFANT — Et vous ne nous avez voté contre. Nous avons refusé de nous associer aux progrès du pays, et nous avons ré-élu de rester inviolablement fixés sur notre rocher, combattant sans relâche la politique nationale, et en refusant d'entendre à rien, tant que le gouvernement n'aurait pas donné raison à notre petit livre. Rien que le free trade, tout pour le free trade, le free trade ou la mort, telle a été notre devise. L'ENFANT — Et alors... ? LE VIEILLARD — Et alors le peuple qui avait vu, grâce à la politique nationale, la crise profondément, le travail renfermé, les industries s'établir de tous côtés, le peuple nous a considérés comme des fous et comme des brise raison; et aux élections de 1882, il nous a infligé une nouvelle défaite plus sanglante encore que la première.

Le suicide d'un parti

(LA S'ÉNERGIE